

# Lutte Ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 13

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément du journal Lutte ouvrière N° 2543 - Prix : 1 €

*Les résultats de  
Nathalie Arthaud*

**Page 2**

*Après le premier  
tour de la prési-  
dentielle*

**Pages 3,4, 5**

*Mayotte: le préfet  
a refusé les pro-  
fessions de foi de  
Nathalie Arthaud*

**Page 8**

*Guyane : après  
l'accord du 21  
avril...des tra-  
vailleurs ont pour-  
suivi la lutte*

**Page 9**

*Etats-Unis :  
Trump et sa bombe*

**Page 10**

**Le Pen est une ennemie  
des travailleurs  
Macron est un homme  
du grand patronat**  
**Quel que soit l'élu,  
il faut préparer  
la riposte ouvrière**



## Contre l'ennemie mortelle des travailleurs, et contre le valet du grand capital

À l'approche du second tour, les candidats recherchent des ralliements. Du côté de Macron, c'est l'union sacrée, de Valls et Hollande à Fillon et Sarkozy, en passant par le revenant Borloo ! Le Pen, elle, a prétexté l'accord avec la girouette Dupont-Aignan pour enterrer la sortie de l'euro. Si elle était élue, ses engagements sur le maintien des 35 heures ou pour une retraite à 60 ans seraient aussi oubliés : les promesses électorales d'une démagogue n'engagent que ceux qui y croient.

La semaine dernière, pour faire croire qu'elle est une candidate du peuple, elle est allée faire des selfies avec les ouvriers de l'usine Whirlpool d'Amiens, qui doit fermer dans un an.

Au fil des années, les effectifs de cette usine, qui comptait 1200 salariés dans les années 1980, ont fondu. La production et les cadences ont augmenté, avec ce que cela implique de maladies professionnelles et d'accidents du travail. Les ouvriers ont dû accepter les samedis travaillés obligatoires et la suppression de RTT. Les profits de Whirlpool ont atteint 850 millions l'an dernier. Contre tout cela, Le Pen n'a jamais protesté, parce qu'elle respecte le sacro-saint pouvoir capitaliste !

Les mesures qu'elle propose aujourd'hui sont dérisoires. Taxer les importations ? Mais cela se traduirait par une augmentation des prix ici, et par des droits de douane à l'étranger, et donc le chômage pour les salariés français qui travaillent à l'exportation.

Quel que soit l' élu, l'usine d'Amiens fermera, tout comme Florange a fermé malgré les promesses de Hollande. Ses 290 salariés seront licenciés et ses sèche-linges seront fabriqués en Pologne par des ouvriers

gagnant 400 euros par mois. Whirlpool augmentera ses profits et les actionnaires seront choyés.

Macron, l'ancien banquier, ne veut pas gêner les propriétaires de Whirlpool. Il parle de formation, de reclassements et de nouveaux emplois, mais c'est du vent : il veut même supprimer 120 000 emplois publics !

Les électeurs sont sommés de choisir entre ces deux bonimenteurs. Mais ce choix n'en est pas un !

Malgré sa quête de respectabilité, Le Pen est issue de l'extrême droite xénophobe, homophobe et antisémite, à l'image de l'ex-président du FN capable de nier l'existence des chambres à gaz. Elle oppose les Français, dont elle brigue les suffrages, aux étrangers. Autrement dit, elle dresse des travailleurs contre d'autres travailleurs. Elle rendrait la vie plus dure aux étrangers, puis aux immigrés même français, puis à tous les travailleurs ! Laisser attaquer les plus vulnérables, c'est se préparer à accepter les coups contre tous.

Le Pen imposerait un régime plus dur contre les syndicats et les associations qui ne sont pas assez dociles. C'est ce que font déjà des municipalités FN, qui privent de locaux ou de subventions des associations aussi utiles que le Secours populaire ou les Restos du Cœur.

Alors, le vote Le Pen doit être laissé aux nostalgiques de l'Algérie française, aux policiers racistes, aux bourgeois qui détestent les pauvres ! Pour un travailleur, voter pour elle, c'est voter contre ses propres intérêts.

Quant à Macron, son dévouement à la classe capitaliste est sans faille. Comme ministre, il a fait



adopter une loi qui a étendu le travail du dimanche, facilité les licenciements économiques et réduit les recours aux prud'hommes pour les salariés. Il a ensuite inspiré la loi El Khomri, dans ses aspects les plus anti-ouvriers, comme le plafonnement des indemnités prud'homales, que le gouvernement a dû retirer face à la colère du monde du travail. Et Macron veut maintenant poursuivre cette offensive, y compris par ordonnances pour s'éviter même un débat parlementaire. Il veut démanteler le code du travail, augmenter la CSG et réduire l'ISF à quasiment rien. Il est logique que la Bourse ait flambé après le premier tour !

Au second, on voudrait que les travailleurs choisissent entre deux maux. Il faut refuser ce chantage. C'est pourquoi Nathalie Arthaud et les militants de Lutte ouvrière voteront blanc.

Celui ou celle qui va succéder à Hollande sera un ennemi résolu du monde du travail. Il faut que les travailleurs se préparent à défendre leurs intérêts, avec les armes de la lutte de classe. Il ne faut pas nous diviser, entre Français et étrangers, entre chômeurs et travailleurs en activité. Il faut reconstruire un parti qui représente nos intérêts de classe. Nous organiser pour lutter : quel que soit le futur locataire de l'Élysée, nous en aurons bien besoin.



## Les résultats de Nathalie Arthaud



Avec 232 428 voix, les résultats de la candidate de Lutte ouvrière, Nathalie Arthaud, se maintiennent, voire s'améliorent légèrement par rapport à ceux de 2012 (202 548 voix, soit 0,56 %).

Ces résultats ont sans doute pâti du réflexe dit de vote utile, en faveur de Jean-Luc Mélenchon, quand dans les dernières semaines les sondages ont laissé penser qu'il pouvait se qualifier pour le second tour. Avec 394 582 voix (1,1 %), le candidat du NPA, Philippe Poutou, a visiblement pâti lui aussi du vote utile Mélenchon.

À titre de comparaison, aux élections régionales de décembre 2015, les listes de Lutte ouvrière avaient recueilli 320 054 voix (1,5 %) dans les 13 régions où elles se présentaient.

Nathalie Arthaud a dit que les voix que nous recueillons pèsent plus dans le monde du travail que dans les urnes. À notre

échelle, cela se vérifie dans leur répartition géographique. Les départements aux résultats les plus faibles sont les plus aisés. À l'inverse, les départements aux meilleurs résultats sont souvent des départements très ouvriers, comme l'Aisne (0,96 %), les Ardennes (0,94 %), le Pas-de-Calais (1,04 %).

À La Réunion Nathalie Arthaud a obtenu 5190 voix, soit 1,48 %. Elle double ses voix et son pourcentage par rapport à 2012 où son score était de 2190 voix (0,60 %).

Ces résultats restent très modestes, dans une situation où nos idées sont très minoritaires car à contre-courant, non seulement des idées protectionnistes, voire xénophobes, mais aussi du réformisme ambiant. Mais il est important d'être parvenus à toucher ne serait-ce que des minorités au sein des couches les plus populaires du pays.

### *Fil Rouge*

#### **Pouvoir vivre de son travail et de sa retraite**

Le kilo de tomate à bientôt cinq euros, le gazole et le sans plomb qui prennent encore plusieurs centimes d'augmentation au litre, les impôts qui tombent, et bientôt le loyer, et toujours le bazar à faire et tous les prix qui ne cessent d'augmenter.

Pour beaucoup, il est de plus en plus dur de s'en sortir

Alors exigeons que salaires et retraites suivent le coût de la vie.

Pas de salaire, pas de retraite en-dessous de 1800 € net ! C'est ce qu'il nous faut imposer au patronat et au gouvernement !

#### **Pour en finir avec le chômage**

Hollande et son gouvernement avaient crié un peu trop tôt victoire en fin d'année dernière sur une présumée baisse du chômage. Les chiffres du Pôle Emploi viennent de leur donner tort. Le nombre des chômeurs a encore augmenté de 43 000 au niveau national et à la Réunion de 1670 de plus ce dernier trimestre.

Toutes les aides au patronat sensées faire diminuer le nombre des chômeurs s'avèrent être une vaste fumisterie.

Pour en finir avec le chômage, il faut interdire les licenciements et partager le travail entre tous, sans diminution de salaire, en finançant cette mesure en prenant sur les profits patronaux et en cessant de les arroser à coups de subventions !

# Après le premier tour de la présidentielle

## Un système politique ébranlé

L'élimination dès le premier tour des candidats des deux grands partis de la bourgeoisie qui se relaient au pouvoir depuis plus d'un demi-siècle symbolise et parachève l'effondrement du système d'alternance qui en France tient lieu de démocratie.

Les signes annonciateurs se répétaient d'élection en election depuis plusieurs années. Cette alternance, où la droite déconsidérée auprès de son propre électorat était relayée par une gauche qui menait la même politique, avant de se déconsidérer à son tour et de repasser le relais, ne pouvait fonctionner que tant qu'une grande partie de l'électorat faisait crédit au slogan habituel : Le changement, c'est maintenant.

Ce n'est plus le cas. L'accroissement de l'influence électorale du FN indiquait à sa façon le dégoût envers les partis traditionnels, et celui du nombre d'abstentionnistes le dégoût vis-à-vis des élections elles-mêmes.

Mais, le premier tour de la présidentielle à peine achevé, voilà que la nouvelle alternance est arrivée. C'est Marine Le Pen elle-même qui a utilisé cette expression, façon de dire à son électorat que l'heure de prendre le pouvoir au niveau national par le FN était en vue. Mais cela signifie surtout que l'organisation d'extrême droite apparaît comme la roue de secours de la démocratie bourgeoise et le dernier en date de ses avatars. Être écartée depuis tant d'années des combinaisons gouvernementales par les autres partis vaut à Le Pen 1 258 057 voix de plus que lors de la présidentielle de 2012. Elle accroît le nombre des électeurs du FN même par rapport aux régionales de 2015, déjà très favorables pourtant pour le parti d'extrême droite.

Restait l'autre terme de la nouvelle alternance. Il a été trouvé en la personne d'un jeune aventurier, formaté dans la haute finance et les cabinets de l'Élysée, propulsé sur le devant de la scène par les médias, c'est-à-dire par leurs propriétaires.

La comédie du fonctionnement démocratique dans la république bourgeoise peut reprendre ; de quoi relancer les discours sur le « vote utile » et pérorer sur le « front républicain », réunissant de la droite extrême de Fillon jusqu'à la gauche du PS façon Hamon ; de quoi permettre de retrouver ses marques au vaste personnel politique que la bourgeoisie entretient pour occuper ces dizaines de milliers de postes et de positions. Ce sont elles en effet qui, des municipalités des grandes villes aux ministères en passant par le Parlement et toutes les institutions intermédiaires – départementales, régionales, etc. –, alimentent la vie politique en dissimulant le fait que le véritable pouvoir n'est pas dans ces institutions mais dans les conseils d'administration des grands groupes industriels et financiers.

Le système d'alternance gauche-droite entraîne dans son effondrement des partis issus il y a très longtemps du mouvement ouvrier, mais qui se sont mis depuis des décennies au service des institutions de la bourgeoisie.

C'est d'abord le cas du PCF. Non pas tant parce que le candidat qu'il s'est choisi, Mélenchon, n'a pas pu accéder au deuxième tour, mais par son choix de s'aligner derrière cet homme politique qui ne représente plus aucun lien, même lointain, avec le mouvement ouvrier, ni par ses idées, ni par son parcours de sénateur et d'ancien ministre, ni par la filiation revendiquée avec Mitterrand.

Voilà maintenant que c'est autour du PS lui-même de s'effondrer, avec les 6,36 % de suffrages recueillis par Hamon. Ce résultat dépasse à peine les 5,01 % de Defferre en 1969.

Mélenchon a récupéré une partie de ces suffrages. Mais pas tout, loin de là. Ses bons résultats ne signifient pas une poussée à gauche. En 2017, les voix de Mélenchon (7 060 000 voix à peu près), ajoutées à celles de Hamon (2 290 000),

représentent 9 350 000 électeurs. En 2012, les voix de Hollande additionnées à celles de Mélenchon en représentaient 14 256 000.

Si, parmi les cadres du PS, beaucoup ont choisi Macron, c'est le cas aussi de beaucoup d'électeurs de Hollande. Mélenchon, quant à lui, n'en a capté que moins de 3 millions

### La nouvelle alternance

L'arrivée en tête de Macron au premier tour a été saluée dès le lendemain par une envolée de la Bourse de Paris. La bourgeoisie n'avait certes pas grand-chose à craindre de quelque combinaison que ce soit pour le deuxième tour. Cependant, l'idée que puisse se mettre en place un exécutif partisan du retrait de la France de la zone euro, voire de l'Union européenne, n'arrange pas ses affaires.

Cet heureux dénouement pour le fonctionnement de la république bourgeoise risque cependant de n'être que momentané. L'élection de Macron au deuxième tour est certes à peu près assurée. Il reste cependant les législatives. Au lieu des deux grands blocs de l'alternance, s'affronteront alors quatre blocs d'influence électorale à peu près égale, avec des combinaisons nombreuses et aléatoires dans les 577 circonscriptions.

L'agitation prévisible au sein du personnel politique de la bourgeoisie pour se recycler dans cette nouvelle configuration, en laissant des places à de nouveaux venus, les rapports imprévisibles entre le futur président de la République et la nouvelle Assemblée, rendront la situation politique instable. Au point de se transformer en crise politique grave ? Cela dépend infiniment plus de l'évolution de la situation sociale et politique que de l'agitation dans le personnel de la bourgeoisie.

## Un trop-plein de partis de la bourgeoisie pour représenter ses intérêts...

Au lendemain des deux élections, présidentielle et législatives, la bourgeoisie continuera son offensive contre les travailleurs. La période électorale ne l'a d'ailleurs jamais arrêtée.

Il serait vain de spéculer sur la mesure ou la provocation patronale de trop qui finira par déclencher l'explosion sociale ; encore plus sur le rôle que l'instabilité politique pourrait y jouer.

Ce qui est certain est que, même s'il est largement élu grâce au « front républicain » réunissant dans une union sacrée allant de Fillon jusqu'à Hamon, Macron, en servant les intérêts du grand patronat, ne pourra désamorcer la colère qui monte. Il se déconsidérera sans doute plus vite que Hollande. Il est parfaitement stupide de voir en Macron un barrage contre la montée du FN. Il en sera, au contraire, un catalyseur.

Le problème n'est pas dans la possibilité d'une explosion sociale ; il y en aura une tôt ou tard. Le problème est que la classe ouvrière soit armée pour une période de soubresauts sociaux qu'on peut difficilement imaginer autrement, du moins à ses débuts, que comme l'irruption multiforme de différentes catégories sociales frappées par la crise de l'économie capitaliste, avec des revendications dispersées.

La classe ouvrière est pour le moment peu préparée à une telle période. Les grands partis qui, dans le passé, se proclamaient ses dirigeants, le PCF en particulier, ont progressivement démoli sa conscience de classe pour y substituer des perspectives électoralistes dans le cadre du système capitaliste, avec des slogans nationalistes et protectionnistes.

### ...aux travailleurs de faire émerger les leurs

La question d'un parti représentant non seulement les intérêts matériels mais aussi les intérêts politiques de la classe ouvrière est la question fondamentale de notre époque.

Voilà pourquoi nous plaçons tou-

tes nos activités, y compris notre activité électorale, dans cette perspective. C'est la raison pour laquelle, si nous pouvons avoir des tactiques diverses dans les élections locales, régionales ou européennes, dans les élections présidentielles auxquelles nous avons participé, avec les candidatures successives d'Arlette Laguiller puis de Nathalie Arthaud, cela a toujours été au nom du camp des travailleurs : au nom de ses intérêts à court et à long terme, y compris et surtout au nom du rôle que seule la classe ouvrière consciente est à même de jouer dans la transformation révolutionnaire de la société.

Nous avons toujours refusé de noyer le caractère de classe de notre candidature dans un magma de revendications et d'objectifs divers émanant de diverses catégories d'opprimés, même lorsque ces objectifs et ces revendications étaient tout à fait légitimes.

Nous avons toujours refusé également d'en rester à la simple dénonciation. Les campagnes électorales dans toute démocratie bourgeoisie servent de défouloir. La dénonciation de la politique menée par ceux qui sont au gouvernement, et dont d'autres voudraient prendre la place, en fait partie.

Dans la dénonciation, nous pouvons nous retrouver plus ou moins en accord avec Mélenchon, voire avec Hamon. Dans la dénonciation, nous pouvons nous retrouver côte à côte même avec des réformistes ou des associatifs plus ou moins sincères, voire des écologistes sur certaines questions. Il n'en va pas du tout de même quand il s'agit d'avancer un programme de lutte pour les travailleurs et d'utiliser les campagnes électorales afin de renforcer la conscience de classe des nôtres.

Le parti communiste révolutionnaire qui manque à la classe ouvrière ne peut surgir que si une fraction significative des travailleurs se met en mouvement, retrouve sa conscience de classe et fait émerger des militants incarnant cette conscience dans leurs entreprises, dans les quartiers populaires. Ce parti ne pourra se construire qu'autour d'idées et de perspectives claires, c'est-à-dire autour des idées du marxis-

me, du léninisme, du trotskysme.

Le Parti bolchévique n'a pu devenir un parti dans lequel s'est retrouvé le prolétariat russe, et sur cette base postuler au pouvoir, qu'à travers des luttes et des épreuves politiques, notamment durant les six mois qui ont séparé la révolution de Février 1917 de celle d'Octobre 1917. Mais, pendant les longues années écoulées entre l'émergence de la tendance bolchévique et la révolution qui l'a portée au pouvoir, Lénine et ses compagnons se sont battus sur le plan des idées, dans des batailles qui ont pu apparaître absconses et totalement incomprises même par les révolutionnaires de l'époque.

Celles et ceux qui partagent ces idées sont aujourd'hui très minoritaires et à contre-courant. Mais, pour reprendre l'expression de Nathalie Arthaud dans sa déclaration le soir du 23 avril :

*« Ces quelque 232 000 électrices et électeurs constituent une minorité dans l'électorat. Mais ils ont contribué à ce que se manifeste, à l'occasion de cette présidentielle, le courant communiste. Le courant du mouvement ouvrier qui se revendique de la continuité avec ce que les expériences des luttes du passé ont produit de meilleur, de plus accompli : les idées communistes ; la détermination non seulement à défendre les intérêts quotidiens du monde du travail dans le cadre de l'organisation capitaliste de la société mais, plus encore, à œuvrer pour son renversement par l'action collective consciente des travailleurs. »*

Nous continuerons à agir pour renforcer ce courant, pour lui donner les armes politiques résultant des expériences des luttes prolétariennes du passé. C'est avec cette préoccupation que nous allons affronter les élections législatives à venir, en présentant des candidats dans toutes les circonscriptions. Ce sera une façon de continuer à « faire entendre le camp des travailleurs ». Mais ce sera aussi une façon de montrer que, pour minoritaire que soit le courant, il est présent partout dans le pays et que celles et ceux qui veulent rejoindre son combat peuvent apporter leur pierre à la construction du parti communiste révolutionnaire.



## Quelle perspective pour les travailleurs ?

Le premier tour de l'élection présidentielle a mis à La Réunion le candidat de la « France insoumise », Mélenchon, en tête du scrutin avec 24,53 % des voix. Il ne devance que d'un peu plus de 1 % la candidate d'extrême-droite, Marine Le Pen, qui a obtenu 23,46 % des suffrages.

Viennent ensuite Macron avec 18,91 % des voix et Fillon avec 17,6 %.

L'ordre d'arrivée est donc quelque peu différent de celui qui s'est révélé au niveau national où Macron a obtenu le plus grand nombre de voix devant Le Pen qui arrive en deuxième position.

La progression de la candidate d'extrême droite, à La Réunion (où elle a plus que doublé ses voix par rapport à 2012), est la traduction du rejet des partis traditionnels de droite et de gauche, par une partie importante de l'électorat, y compris populaire et ouvrier. La dirigeante d'extrême droite, bien qu'issue de la bourgeoisie, a utilisé l'exaspération contre ceux qui détenaient le pouvoir pour se présenter comme force capable de mener une autre politique. Tenue à l'écart des affaires depuis la dernière guerre mondiale où la France avait été dirigée pendant quelques années par le politicien réactionnaire et anti-communiste Pétain, l'extrême-droite est restée cantonnée à quelques cercles de catholiques intégristes, de nostalgiques de l'Algérie française, voire de partisans des dictatures fascistes et nazies.

C'est la crise du système capitaliste et l'incapacité des partis de droite et de gauche à y mettre fin qui a permis à ce courant de surfer à la fois sur le sentiment de déclassement des classes moyennes et le sentiment d'abandon des travailleurs. Mais au lieu de s'en prendre aux vrais responsables de la crise que sont le grand patronat, les banques et les spéculateurs, Le Pen et ses militants ont choisi de désigner les travailleurs immigrés qui prendraient le travail des Français et l'Europe qui profiterait de la France.

Cette propagande xénophobe, voire raciste, ressemble comme une sœur à celle que menaient les na-

zis et Hitler en Allemagne au lendemain de la grande crise de 1929. À l'époque, c'était les Juifs qui étaient accusés de tous les maux. Aujourd'hui avec Le Pen, ce sont plutôt les travailleurs musulmans. Peu importe à Le Pen que les musulmans soient les premiers à payer de leurs vies les attentats commis par les islamistes. L'essentiel pour elle est de jouer sur les peurs irraisonnées, de dévier la colère des victimes du système capitaliste sur d'autres victimes, et par là de s'attirer de nouveaux électeurs qui pourraient la porter au pouvoir.

Les socialistes qui sont retournés au pouvoir en 2012 en surfant sur le ras-le-bol des Français contre Sarkozy et sa politique ont à nouveau dégoûté leurs partisans, se sont mis à dos les travailleurs qu'ils n'ont pas voulu protéger de la rapacité des capitalistes, des licenciements massifs. Au contraire, ils n'ont cessé de donner l'argent de l'État aux grandes entreprises et laisser filer le chômage, contribué à précariser encore plus la vie des travailleurs et des chômeurs.

Aujourd'hui les deux grands partis de droite et de gauche, LR et le PS sont en pleine déconfiture, ils essaient tant bien que mal de sauver les meubles en se rangeant derrière la candidature de Macron,

cet ancien banquier, ancien ministre de l'Économie de Hollande, démolisseur du code du Travail.

Du Medef en passant par les politiciens de droite, les Fillon, les Bayrou, et de gauche, Hollande, Valls et Hamon, mais aussi les dirigeants du PCF, ici du PCR, du PLR, de la droite « sociale », les Dindar, Didier Robert, Thierry Robert, tous les anciens ennemis d'hier se rangent derrière leur sauveur Macron contre le danger Le Pen.

Mais avec Macron ou Le Pen, ce qui attend les travailleurs, Français ou immigrés, ce sera toujours plus de pouvoir donné au patronat, plus d'exploitation dans les entreprises, plus de morgue de la part des « commandeurs » dans les usines ou les bureaux. L'ordre qu'ils défendent l'un comme l'autre, c'est l'ordre des puissants.

Eh bien c'est contre cet ordre-là que les travailleurs doivent continuer à lutter et à se prémunir en s'unissant au contraire et en refusant de se laisser diviser, de se laisser affaiblir face à leurs exploités ! Ni Macron, ni Le Pen, la classe ouvrière n'a pas besoin de sauveurs, seules ses luttes peuvent la sauver !



## Le PCF et le vote Macron : jusqu'à la lie

Au soir du premier tour, Pierre Laurent secrétaire national du PCF, s'est précipité pour appeler à voter Macron au second tour. Le prétexte était tout trouvé : faire barrage à Le Pen. L'excuse est toujours la même : il n'y aurait plus que ce moyen...

Une fois de plus, après Mitterrand, Jospin, Chirac en 2002, ou Hollande, le PCF s'agenouille devant un politicien bourgeois. Mais, même au nom du « barrage » à Le Pen, cela n'empêchera pas les idées réactionnaires de monter. Cela ne fera même que conforter ceux qui croient que le FN est en dehors du système, puisqu'il a tout le monde contre lui.

Avec cet appel à voter Macron, la

direction du PCF espère rester dans le jeu politique, nouer des alliances pour sauver une partie des quelques élus qui lui restent. Mais son recul continu sur le terrain électoral n'est que le reflet de son recul militant, de la perte progressive de son influence dans la classe ouvrière. C'est sur ce recul que les idées réactionnaires ont pu se développer parmi les travailleurs et, parmi elles, l'influence du FN. Les militants du PCF le savent parfaitement et le ressentent douloureusement. Le PCF d'aujourd'hui n'est plus que l'ombre de ce qu'il était. Se mettre à la remorque des politiciens socialistes a eu un effet qui pouvait sembler favorable à la direction du PCF : des

postes de députés, de sénateurs, de ministres, et un prix amenant la dé-moralisation et l'immense gâchis militant et humain qu'elle a entraîné.

Ni le PCF ni Mélenchon n'ont avverti le nouveau président qu'ils n'accepteraient aucune politique qui soit défavorable aux travailleurs et que leurs forces se trouvaient non pas dans les batailles électorales mais dans les combats sociaux. Mélenchon a regroupé autour de lui sept millions d'électeurs qui pourraient se montrer sur un autre terrain que celui des urnes. Pas un mot sur cette possibilité ni de la part de Mélenchon ni de la part du PCF à qui il ne reste comme solution que de chercher un sauveur encore plus à droite.

## Le FN dans les municipalités : la guerre aux pauvres

Une idée de la politique du Front national au pouvoir est donnée dans la gestion des municipalités qu'il a gagnées en métropole en 2014.

À Hénin-Beaumont, Hayange et Mantes-la-Ville, les subventions à plusieurs associations de soutien aux plus pauvres ont été réduites, voire supprimées. Le Secours populaire a particulièrement été visé : à Hayange par exemple, il n'a pu obtenir une salle pour organiser son Noël des enfants pauvres, car jugé trop communiste et pro migrants. À Mantes-la-Ville, la Ligue des droits de l'homme a été privée de local et le club de foot FC Mantois, ressenti

comme politiquement hostile au maire, a été rayé de la liste des subventions.

Au Pontet ou à Beaucaire, les édiles ont supprimé la gratuité de la cantine scolaire pour les enfants des familles les plus pauvres. À Villers-Cotterêts, les tarifs ont augmenté brutalement de 66 %, au motif qu'une personne qui touche le RSA pouvait venir chercher son enfant à l'heure du déjeuner. Dans la même commune, la CGT et la fédération de parents FCPE ont vu leurs subventions coupées. À Mantes-la-Ville, un centre social a été fermé, ainsi qu'à Beaucaire où une maison des associations organisait du soutien scolaire.

Des arrêtés anti mendicité ont aussi été pris, vilenie dont les maires FN n'ont pas l'exclusivité. Pour le logement, le Petit guide pratique de l' élu municipal Front national, préfacé par Briois, maire d'Hénin-Beaumont, préconise une « priorité nationale dans l'accès aux logements sociaux ». Quant aux programmes « Ma commune sans migrants », ils se multiplient.

Aucun travailleur conscient ne peut voter pour le FN. Ce parti prône la guerre entre les pauvres, la division entre les travailleurs, pour mieux servir la bourgeoisie dont sa candidate, châtelaine de Saint-Cloud, fait partie.

## Macron : homme du sérail

Emmanuel Macron cumule toutes les qualités du serviteur de la bourgeoisie. Inspecteur des finances, banquier d'affaires chez Rothschild, conseiller du président Hollande, ministre de l'Économie, l'homme a été formaté et testé dans les affaires comme au pouvoir.

Père de la loi qui aide les patrons à imposer le travail du dimanche et parrain de la loi El Khomri, il a pendant tout le quinquennat Hollande participé pleinement aux attaques contre le monde du travail.

Dans sa campagne, il a tout dit et son contraire. Agitant le hochet d'une baisse des impôts par la suppression de

la taxe d'habitation, il a affirmé ensuite sa volonté d'imposer la hausse de la CSG. Parlant de la nécessité d'aller vers un remboursement à 100 % des frais dentaires, d'audition et de lunettes, il s'est déclaré en même temps déterminé à réduire les dépenses de santé. Il a proposé de limiter à 12 le nombre d'élèves par classe en CP-CE1 dans les zones prioritaires, mais veut supprimer 120 000 postes dans la fonction publique.

Là où Macron est clair, c'est dans son programme d'attaques contre le monde du travail qui, comme le dit un représentant patronal, « est clairement dans la même dynamique » que celui

de Fillon. Ainsi, il promet la suppression de la presque-totalité de l'ISF, celle des dernières cotisations sociales sur les bas salaires, ainsi que celle des lois limitant encore un peu la durée du travail. Et, pour les salariés, ce sera la flexibilité généralisée, des chômeurs encore moins indemnisés, des indemnités réduites même en cas de victoire aux Prud'hommes, et des retraites amputées.

Macron a fait son beurre électoral sur le discrédit des partis politiques usés au pouvoir. Mais c'est pour mieux servir ses puissants employeurs.



## Municipalité de Saint Benoît : une politique fidèle à ce gouvernement

Au conseil municipal de la ville de Saint-Benoît, la majorité a voté le 13 avril dernier l'augmentation de 1% des taux d'imposition dans la commune. Cette décision signifie que les taxes d'habitation vont augmenter de manière significative pour la population, d'autant que les bases de ces impôts ont déjà augmenté. C'est une double taxe en quelques sortes que la municipalité et l'État vont faire payer aux administrés et qui frappera plus durement les familles modestes.

Interrogé par des membres de sa majorité et ceux de l'opposition sur la motivation de cette hausse des impôts, le député-maire PS, Jean Claude Fruteau n'a rien trouvé d'autre à dire que « s'il y avait possibilité d'éviter ça (il) l'aurai(t) fait. » ; qu'il n'avait pas d'autre choix « à cause de la baisse de la dotation d'État, 900 000 euros nous sont enlevés tous les ans. »

Fruteau reconnaît ainsi que le gouvernement qu'il a soutenu pendant cinq ans a appauvri les communes dont la sienne. Mais ce qu'il omet sciemment de préciser c'est que pendant toutes ces années il a cautionné et applaudi la politique d'austérité de Hollande-Valls-Macron.

L'auteur du rapport qu'il a été avec Daniel Gibbes de l'UMP sur le « pacte de responsabilité », la

« réforme du marché du sucre » ne claironnait-il pas haut et fort que Valls « a rendu des arbitrages favorables aux Outre-Mer sur trois sujets majeurs : le logement intermédiaire, les crédits consacrés à la filière canne à sucre et à la diversification et le CICE renforcé pour les entreprises des secteurs prioritaires de la LODEOM ». Cet ensemble étant conforme à un amendement visant à faire passer le CICE à 9 % dans les départements d'outre-mer (au lieu de 6 % en métropole) et à 12 % pour les secteurs « prioritaires » de la LODEOM ?



Ces mesures prises en faveur des Dom pour, selon le député-maire, soutenir « la croissance économique des DOM en général,

et de La Réunion en particulier, pour endiguer le fléau du chômage » ne sont rien d'autres que des milliards d'euros offerts sur un plateau par le bientôt feu gouvernement Hollande avec la complicité de Fruteau. Tous vident les caisses de l'État pour mieux remplir les comptes en banque des capitalistes de la Réunion et de La France en général aux dépens de la population, en l'occurrence des classes populaires.

Fruteau nous fait le coup de la désolation mais il est prêt à nous faire avaler une nouvelle potion indigeste en soutenant Macron aux présidentielles, celui-là

même qui est à l'origine de bon nombre de lois qui pourrissent la vie des travailleurs aujourd'hui.

## Fraude patronale aux cotisations sociales

En 2016, en France, 6 200 entreprises ont été prises la main dans le sac à pratiquer le travail dissimulé, c'est-à-dire le travail au noir. Les redressements fiscaux à ce titre atteignent 555 millions d'euros : un record.

Grands adeptes de ces pratiques, le bâtiment et la construction, constituent plus de 51 % de la fraude. Viennent ensuite l'automobile,

les services comptables, juridiques, administratifs, le commerce, l'industrie, l'hôtellerie-restauration, etc.

Les commentateurs aiment parler d'évasion fiscale par les entreprises. Mais les patrons s'arrangent aussi pour payer moins de cotisations sociales, légalement ou en trichant.





## Santé : qui soigne qui ?

En métropole, une femme de 40 ans atteinte d'un cancer du sein métastaté a dû lancer un appel aux dons pour financer son traitement que la Sécurité sociale avait décidé de ne plus prendre en charge.

Cette malade était soignée par des cures d'un médicament, l'Avastin, dont les autorités de santé ont estimé en avril 2016 que, son efficacité n'étant pas démontrée, il ne devait plus bénéficier du remboursement par la Sécurité sociale. Son oncologue estime pourtant que, dans le cas de sa malade, l'Avastin, associé à deux autres médicaments anticancé-

reux, a fait la preuve de son efficacité.

L'appel aux dons a été largement entendu puisqu'en dix jours la malade a recueilli près de 40 000 euros et la cure d'Avastin a pu avoir lieu. La population a su se montrer généreuse, et tant mieux au moment où la Sécurité sociale, elle, rembourse de moins en moins bien les assurés, dont le reste à charge ne fait qu'augmenter... ce qui oblige maintenant des malades de plus en plus nombreux à renoncer à certains soins.

C'est toujours au nom de l'équilibre budgétaire que la Sécurité sociale prétend justifier ses « économies » mais quand il s'agit d'ac-

cepter des prix faramineux fixés par les trusts pharmaceutiques pour des médicaments dits « innovants », elle se montre bien plus complaisante.



## Sciences : la recherche n'est pas à la fête



Plusieurs milliers de chercheurs ont défilé le 22 avril dans une vingtaine de villes de France « pour les sciences » en lien avec un mouvement international commencé aux États-Unis après les attaques lancées par Trump contre la recherche.

En France, nombre de chercheurs se sont mobilisés une nouvelle fois, car leur secteur n'échappe pas à la précarisation des emplois et à une course permanente pour trouver des financements.

Il existe bien un crédit d'impôt recherche, mais 80 % de son montant va à de grandes sociétés privées, notamment l'industrie

pharmaceutique qui a empoché deux milliards d'euros entre 2008 et 2012 tout en détruisant 2 400 emplois de recherche et de développement.

La seule recherche qui intéresse réellement ceux qui dirigent le monde, est la recherche du profit. De plus, lorsqu'elle entre en crise, la société capitaliste porte à sa tête des illuminés obscurantistes comme Trump, capables de condamner et faire taire les savants.

Alors s'il est plus que temps de remettre à l'ordre du jour une science, c'est celle qui doit mener à la révolution.

## Tirailleurs sénégalais : une reconnaissance tardive

Le 15 avril, à l'Élysée, Hollande a donné la nationalité française à 28 tirailleurs sénégalais ayant combattu en Indochine et en Algérie dans les rangs de l'armée française.

Originaires d'anciennes colonies françaises d'Afrique, engagés volontaires ou recrutés d'autorité, ceux-ci ont reçu lors de la décolonisation en 1960 la nationalité sénégalaise, congolaise, centrafricaine ou ivoirienne. Ils ont entre 78 et 90 ans mais, pour toucher leur pension d'anciens combat-

tants, ils devaient jusque-là passer au moins la moitié de l'année en France, loin de leur famille et souvent dans des conditions matérielles indignes.

Le geste de Hollande répond à une pétition concernant le sort des quelques dizaines de survivants de ces régiments dont les soldats, reconnaissables à leur chéchia rouge, ont servi de chair à canon dans toutes les guerres coloniales. On n'en a retrouvé que 28, mais ceux qui se manifesteraient ensuite bénéficieraient de la même faveur.

Dans son discours, Hollande a cyniquement reconnu : « *Il était plus que temps.* » Il a même adopté le ton de l'épopée en déclamant : « *Vous êtes l'histoire de la France.* » Mais ces envolées lyriques comme cette naturalisation bien tardive n'effaceront pas les décennies de mépris et de massacres dont est responsable l'impérialisme français envers les peuples de ces anciennes colonies.

# DANS LES ENTREPRISES

## Aéroport de gillot : la lutte a payé

Après deux jours de grève, les 26 et 27 avril, les travailleurs de l'aéroport de Gillot ont réussi à faire reculer leur direction sur leurs revendications salariales.

Alors que les négociations sur les salaires patinaient depuis plusieurs

jours, la direction déclarant ne pouvoir accorder aux 280 salariés de la société aéroportuaire que 60 000 euros alors qu'elle en avait distribué 178 000 aux cadres, ils ont obtenu une augmentation pour tous de 84,20 euros brut

supplémentaire par mois soit 63,15 euros net sur 13 mois ainsi qu'une prime supplémentaire de 400 € net.

L'argent néna... dans les poches du patronat !

## À l'antenne GHER de Saint-André aussi !

La mobilisation du personnel soignant de l'antenne du GHER de Saint-André pour obtenir un système régulier d'alimentation en eau potable pour effectuer les soins des patients âgés dont ils ont la charge a payé.

La commune de Saint-André a décidé de doter l'établissement d'une unité de potabilisation de l'eau couvrant les besoins de la structure.

Cependant tous les problèmes ne sont pas solutionnés. Reste encore à

embaucher suffisamment pour que le personnel n'ait pas à courir toute la journée d'un malade à l'autre et puisse consacrer à chacun d'entre eux le temps et l'attention nécessaires.

# DANS LE MONDE

## Mayotte: le préfet a refusé les professions de foi de Nathalie Arthaud

Les professions de foi de Nathalie Arthaud pour la présidentielle n'ont pas été distribuées par les services de la préfecture de Mayotte au prétexte qu'elles sont arrivées en retard.

En fait l'acheminement de notre matériel électoral a été retardé pour des raisons indépendantes de notre volonté.

Malgré nos interventions, celle du transporteur et celle même de la commission nationale de contrôle, le préfet de Mayotte a donné l'ordre à ses services de ne pas faire parvenir la profession de foi de Nathalie Arthaud aux électeurs mahorais.

Ce mépris pour les Mahorais qui, du fait du prince, n'ont pas eu le même niveau d'information que tous les électeurs, s'apparente à une attitude coloniale. La militante qui a pris l'initiative de distribuer cette profession de foi sur la voie publique a pu percevoir à quel point une partie des Mahorais ne supporte pas un tel comportement.



Serait-ce le contenu de la campagne de Nathalie Arthaud qui défend les intérêts et les revendications des travailleurs contre la dictature économique de la bourgeoisie qui déplaît au point de vouloir bâillonner l'expression

de Nathalie Arthaud ? Serait-ce son affirmation que les travailleurs constituent une seule classe sociale, quelle que soit leur nationalité, leur origine ou la couleur de leur peau, et que leurs intérêts s'opposent à ceux de la classe capitaliste ?

## Guadeloupe : victoire des ouvriers de la banane !

Les travailleurs de la banane de la plantation Bois-Debout en Guadeloupe, ont dû faire neuf jours de grève pour faire appliquer la décision du tribunal des prud'hommes condamnant leur patron à verser des arriérés, des rappels de salaire et des journées de droit de retrait, dus depuis près de cinq ans, à 63 travailleurs ce qui représente pour chacun entre 15 000 et 20 000 euros.

Le 13 avril, le barrage routier érigé par les grévistes, qui bloquait la circulation sur la nationale à la hauteur de la plantation, a d'abord été levé après que les patrons békés aient pro-

mis au préfet de se mettre en règle.

Mais la direction de Bois-Debout a encore tenté de faire traîner les choses. Le 18 avril, au dernier moment, la direction a refusé de signer l'accord, probablement sous la pression des gros békés planteurs de Martinique. Les travailleurs en colère sont aussitôt retournés à Capesterre et ont remonté le barrage. À 20 h 45, les patrons ont dû céder et se déplacer sur le barrage pour signer l'accord !

Cet accord prévoit que les patrons payent leur dû aux 63 ouvriers, et versent, le 30 juin, un acompte aux 89

autres travailleurs, qui n'ont pas encore porté plainte mais seront eux aussi remboursés intégralement. Au début de la grève, les patrons prétendaient pourtant ne pas avoir d'argent et menaçaient de liquider l'entreprise. Les travailleurs se sont dits prêts, dans ce cas, à occuper les terres. Et comme par enchantement les sommes ont été trouvées...

La détermination a payé et il semble que cette victoire ait donné des idées aux travailleurs d'autres plantations qui se réunissent eux aussi.

## Guyane : après l'accord du 21 avril...

Vendredi 21 avril, un protocole d'accord entre le collectif qui dirigeait la grève générale et le gouvernement a été signé par les deux parties. Le « Kolektif pou la gwiyan dekolé » (collectif pour le décollage de la Guyane) a ensuite mis un terme aux barrages routiers et à la grève générale.

Ce protocole d'accord prend acte du 1,086 milliard accordé déjà par le gouvernement pour les besoins urgents en infrastructures et promet plus ou moins fermement, 2,1 milliards en plus. Ce qu'il qualifiait de sommes « irréalistes » devient aujourd'hui en-

visageable. Et cela, c'est la détermination des travailleurs et de la population de Guyane qui l'aura permis.

L'accord, sous la pression de certains notables, et dirigeants du principal syndicat, UTG (Union des travailleurs guyanais) formule en plus la nécessité d'un processus d'évolution statutaire de la Guyane vers une plus grande autonomie.

Même si beaucoup reste encore à faire sous forme de mesures additionnelles, ce qui a déjà été obtenu par la lutte permettra la création et la rénovation d'un certain nombre de

services publics, de ponts, de routes. Ceux qui en Guyane se sont battus jusqu'au bout ont donc gagné. Ils ont tenu tête notamment aux patrons du Medef et autres socio-professionnels qui s'étaient désolidarisés du mouvement après avoir obtenu satisfaction pour eux. C'est la détermination des travailleurs, de la population, et du collectif qui a payé. Il faut noter que le blocage du décollage des fusées Ariane de Kourou n'a pas été la moindre des actions qui montrait cette détermination et gênait le gouvernement.

## ...Des travailleurs ont poursuivi la lutte

Alors que pendant les cinq semaines de grève générale, les revendications propres aux travailleurs et aux chômeurs ont été mises au second plan, ceux-ci ont montré après le 21 avril leur détermination, et avec raison. Ils ont tenu à défendre leurs propres intérêts après avoir contribué à défendre les intérêts généraux des autres catégories sociales.

Les travailleurs de l'EDF réclament ainsi la fin du plan d'austérité et du plan social que veut mettre en place la direction. Ils dénoncent aussi l'agression du directeur contre le secrétaire général du syndicat UTG de l'énergie et leader de la grève générale. Ils exigent des moyens supplémentaires pour travailler dans de

meilleures conditions. Le 29 avril, ils étaient toujours décidés à poursuivre la grève jusqu'à satisfaction.

Les employés de l'hôpital de Cayenne, très en colère, ont continué la grève pour des embauches supplémentaires. Les 60 millions d'euros obtenus dans le cadre de l'accord d'urgence doivent tout juste servir à payer les fournisseurs et ne suffiront pas à faire fonctionner l'hôpital convenablement.

Les travailleurs du GPAR (groupe pétrolier) de l'aéroport Félix-Eboué poursuivent aussi la grève pour de meilleures conditions de travail et le respect des règles de sécurité. Ils sont soutenus par le personnel de la compagnie Air Guyane.

Ceux qui voulaient étouffer les revendications propres aux travailleurs dans le cadre de « la défense de la Guyane » sont aujourd'hui contredits. Ceux qui constituaient la colonne vertébrale de toute la grève générale montrent qu'ils ne sont pas que des supplétifs. Ils se battent aujourd'hui pour leur propre compte et rappellent leur existence aux notables, aux patrons, aux classes aisées. C'est cette prise de conscience-là qui les rendra demain plus forts sur le plan politique. Et cela aussi est à mettre au compte des acquis de la grève générale et de la révolte populaire en Guyane.



## États-Unis : Trump et sa bombe



par les armées occidentales pour imposer leur ordre et le parasitisme sans cesse croissant de la finance.

Indépendamment de la volonté individuelle des chefs d'État, la logique du système fait que les militaires finissent par se servir de leurs armes, que les guerres commerciales tournent en guerres mondiales, que les capitalistes en viennent à se partager les marchés à coups de canon. Mais l'attitude du président des États-Unis, qui a flatté les idées des réactionnaires en général et celles des plus militaristes en particulier, accélère cette évolution dans un monde capitaliste devenu une poudrière.

Après avoir commandé le bombardement d'une base syrienne et envoyé une escadre vers la Corée du Nord, le président Trump a autorisé le 13 avril le largage d'une bombe géante sur l'Afghanistan.

Ces démonstrations militaires sont accompagnées de forts commentaires belliqueux. La prétention ridicule y côtoie le franchement répugnant, lorsque Trump, sur le ton d'un animateur de Téléthon, se dit « tellement fier » des militaires qui viennent de faire exploser la plus grosse bombe non nucléaire jamais fabriquée. Et les choses deviennent forcément inquiétantes lorsqu'il renouvelle ses menaces à l'encontre de la Corée du Nord, dépêche son représentant sur place, invite le Japon et la Chine à le suivre dans sa croisade.

Il y a certes dans toutes ces gesticulations un aspect mesquin de politique intérieure. Mais Trump n'est pas seulement un politicien réactionnaire, excité et prétentieux. Il agit dans un monde en crise, frappé par la déliquescence du capitalisme, les guerres menées

### **PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE :**

**MARCHÉ DE SAINT PIERRE  
SAMEDI 6 MAI de 9H00 à 10H30**

**MARCHÉ DE SAINT ANDRÉ  
VENDREDI 19 MAI de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON  
DIMANCHE 21 MAI de 8H30 à 10H00**

**SAMEDI 27 MAI de 7H30 à 9H00  
MARCHÉ DE SAINT BENOÎT**

**Pour nous contacter :**  
**Ecrire à BP 184 97470 SAINT BENOÎT**  
**e-mail : [contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org](mailto:contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org)**



Suivez le blog de  
Nathalie Arthaud :  
<http://www.nathalie-arthaud.info>

Impression spéciale Lutte ouvrière  
Commission paritaire n° 1019C85576  
Directeur de publication : Didier Lombard  
Tirage : 100 exemplaires  
ISSN : 2552-7282